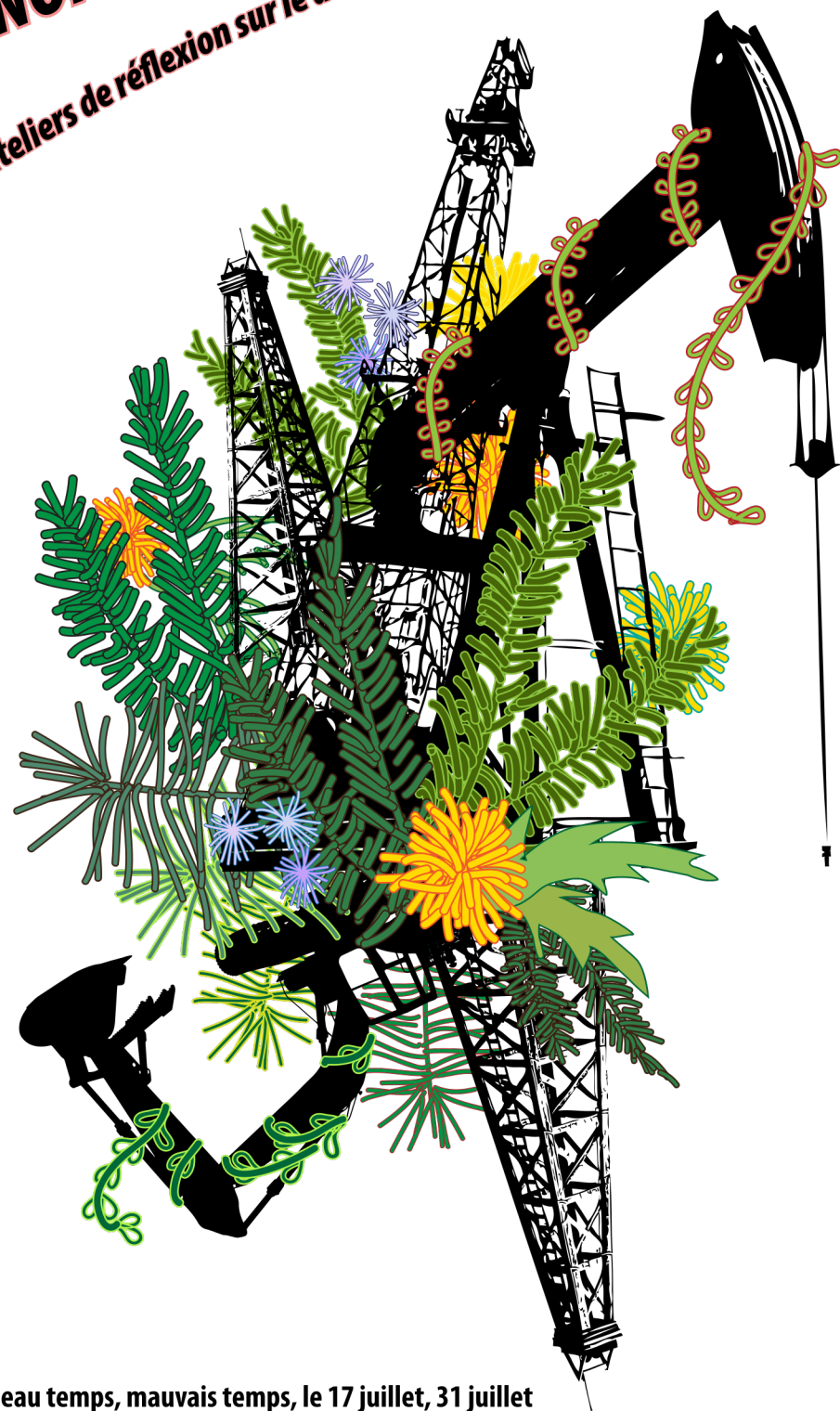


NON À LA RELANCE DESTRUCTRICE

ateliers de réflexion sur le développement capitaliste et colonial



Beau temps, mauvais temps, le 17 juillet, 31 juillet
et 14 août, soit un samedi sur deux, à 19h.
Au DIRA, 2035 Saint-Laurent, dans la cour arrière
Grignotines et limonade
Traduction simultanée disponible vers l'anglais ou le français
Les discussions seront introduites par de courtes présentations ou des extraits vidéos

NON À LA RELANCE DESTRUCTRICE

ateliers de réflexion sur le développement capitaliste et colonial



Beau temps, mauvais temps, le 17 juillet, 31 juillet
et 14 août, soit un samedi sur deux, à 19h.
Au DIRA, 2035 Saint-Laurent, dans la cour arrière
Grignotines et limonade
Traduction simultanée disponible vers l'anglais ou le français
Les discussions seront introduites par de courtes présentations ou des extraits vidéos

NON À LA RELANCE DESTRUCTRICE

ateliers de réflexion sur le développement capitaliste et colonial



Beau temps, mauvais temps, le 17 juillet, 31 juillet
et 14 août, soit un samedi sur deux, à 19h.
Au DIRA, 2035 Saint-Laurent, dans la cour arrière
Grignotines et limonade
Traduction simultanée disponible vers l'anglais ou le français
Les discussions seront introduites par de courtes présentations ou des extraits vidéos

Le développement d’infrastructures de transport et de communication ont toujours été au centre des projets capitalistes et coloniaux Québécois et Canadiens. Depuis les débuts de la colonisation, la voie maritime du saint laurent, la construction des chemins de fer et du réseau d’autoroute ont été centrales dans l’exploitation des ressources naturelles ainsi que dans leurs transports vers les marchés internationaux.

En ce moment même, alors que la classe capitaliste mondiale cherche à relancer l’économie, quelque peu mise à mal par la pandémie, c’est sans surprise que l’on constate que le plan de relance semble s’articuler principalement autour d’investissements dans les infrastructures de transport de marchandises. Ces grands projets, au yeux de l’État colonial, vise à rendre la province attrayante pour de grandes entreprises extractives, dont les coûts d’exploitation sont et seront grandement réduits grâce à des investissements publics. Les autoroutes, les chemins de fers, les pipelines, les connexion électriques, téléphoniques et réseautiques sont les veines et les poumons qui nourrissent le capital. L’État ne met pas en place que le marché pour les entreprises et l’expansion continue de son réseau de transport et de communication ne sert qu’à attirer les entreprises, que ce soit par les rabais sur l’électricité ou l’accès au transport multimodal.

Par ailleurs, si ces projets risquent d’avoir un impact significatif sur les communautés vivant sur le littoral du Saint-Laurent, comme nous l’a enseigné l'histoire, elles entraineront également de grandes transformations dans les centres urbains, accélérant la gentrification, la privatisation et la “valorisation” d’espaces auparavant négligés par le capitalisme.

Dans ce contexte, la CLAC organise au courant de l’été une série d’ateliers de réflexion visant à s’informer collectivement des enjeux entourant ces projets de développement d’infrastructures, ainsi que les luttes s’y opposant. Les ateliers pourraient prendre la forme de brèves présentations de différents groupes, accompagnées de visionnement de courts-métrages, et de discussions avec l’ensemble des personnes présentes afin de réfléchir aux manières de lutter collectivement contre cette nouvelle menace à la vie sur le territoire soi-disant Québécois.

Les ateliers se tiendront un samedi sur deux, a partir de la mi-juillet :

17 juillet : Historique du rôle des infrastructures de transport et de communication dans le projet capitaliste colonial québécois

31 juillet : Réaménagement du territoire en cours et à venir : la stratégie maritime du Québec

14 aout : Résistances à la réorganisation urbaine, stratégies et pratiques

Pour ouvrir la discussion nous demandons à 3-4 groupes et individus des présentations de 10 à 15 minutes, Une discussion ouverte suivra.

Le développement d’infrastructures de transport et de communication ont toujours été au centre des projets capitalistes et coloniaux Québécois et Canadiens. Depuis les débuts de la colonisation, la voie maritime du saint laurent, la construction des chemins de fer et du réseau d’autoroute ont été centrales dans l’exploitation des ressources naturelles ainsi que dans leurs transports vers les marchés internationaux.

En ce moment même, alors que la classe capitaliste mondiale cherche à relancer l’économie, quelque peu mise à mal par la pandémie, c’est sans surprise que l’on constate que le plan de relance semble s’articuler principalement autour d’investissements dans les infrastructures de transport de marchandises. Ces grands projets, au yeux de l’État colonial, vise à rendre la province attrayante pour de grandes entreprises extractives, dont les coûts d’exploitation sont et seront grandement réduits grâce à des investissements publics. Les autoroutes, les chemins de fers, les pipelines, les connexion électriques, téléphoniques et réseautiques sont les veines et les poumons qui nourrissent le capital. L’État ne met pas en place que le marché pour les entreprises et l’expansion continue de son réseau de transport et de communication ne sert qu’à attirer les entreprises, que ce soit par les rabais sur l’électricité ou l’accès au transport multimodal.

Par ailleurs, si ces projets risquent d’avoir un impact significatif sur les communautés vivant sur le littoral du Saint-Laurent, comme nous l’a enseigné l'histoire, elles entraineront également de grandes transformations dans les centres urbains, accélérant la gentrification, la privatisation et la “valorisation” d’espaces auparavant négligés par le capitalisme.

Dans ce contexte, la CLAC organise au courant de l’été une série d’ateliers de réflexion visant à s’informer collectivement des enjeux entourant ces projets de développement d’infrastructures, ainsi que les luttes s’y opposant. Les ateliers pourraient prendre la forme de brèves présentations de différents groupes, accompagnées de visionnement de courts-métrages, et de discussions avec l’ensemble des personnes présentes afin de réfléchir aux manières de lutter collectivement contre cette nouvelle menace à la vie sur le territoire soi-disant Québécois.

Les ateliers se tiendront un samedi sur deux, a partir de la mi-juillet :

17 juillet : Historique du rôle des infrastructures de transport et de communication dans le projet capitaliste colonial québécois

31 juillet : Réaménagement du territoire en cours et à venir : la stratégie maritime du Québec

14 aout : Résistances à la réorganisation urbaine, stratégies et pratiques

Pour ouvrir la discussion nous demandons à 3-4 groupes et individus des présentations de 10 à 15 minutes, Une discussion ouverte suivra.

Le développement d’infrastructures de transport et de communication ont toujours été au centre des projets capitalistes et coloniaux Québécois et Canadiens. Depuis les débuts de la colonisation, la voie maritime du saint laurent, la construction des chemins de fer et du réseau d’autoroute ont été centrales dans l’exploitation des ressources naturelles ainsi que dans leurs transports vers les marchés internationaux.

En ce moment même, alors que la classe capitaliste mondiale cherche à relancer l’économie, quelque peu mise à mal par la pandémie, c’est sans surprise que l’on constate que le plan de relance semble s’articuler principalement autour d’investissements dans les infrastructures de transport de marchandises. Ces grands projets, au yeux de l’État colonial, vise à rendre la province attrayante pour de grandes entreprises extractives, dont les coûts d’exploitation sont et seront grandement réduits grâce à des investissements publics. Les autoroutes, les chemins de fers, les pipelines, les connexion électriques, téléphoniques et réseautiques sont les veines et les poumons qui nourrissent le capital. L’État ne met pas en place que le marché pour les entreprises et l’expansion continue de son réseau de transport et de communication ne sert qu’à attirer les entreprises, que ce soit par les rabais sur l’électricité ou l’accès au transport multimodal.

Par ailleurs, si ces projets risquent d’avoir un impact significatif sur les communautés vivant sur le littoral du Saint-Laurent, comme nous l’a enseigné l'histoire, elles entraineront également de grandes transformations dans les centres urbains, accélérant la gentrification, la privatisation et la “valorisation” d’espaces auparavant négligés par le capitalisme.

Dans ce contexte, la CLAC organise au courant de l’été une série d’ateliers de réflexion visant à s’informer collectivement des enjeux entourant ces projets de développement d’infrastructures, ainsi que les luttes s’y opposant. Les ateliers pourraient prendre la forme de brèves présentations de différents groupes, accompagnées de visionnement de courts-métrages, et de discussions avec l’ensemble des personnes présentes afin de réfléchir aux manières de lutter collectivement contre cette nouvelle menace à la vie sur le territoire soi-disant Québécois.

Les ateliers se tiendront un samedi sur deux, a partir de la mi-juillet :

17 juillet : Historique du rôle des infrastructures de transport et de communication dans le projet capitaliste colonial québécois

31 juillet : Réaménagement du territoire en cours et à venir : la stratégie maritime du Québec

14 aout : Résistances à la réorganisation urbaine, stratégies et pratiques

Pour ouvrir la discussion nous demandons à 3-4 groupes et individus des présentations de 10 à 15 minutes, Une discussion ouverte suivra.